

MEDIAPART

PROCHE ET MOYEN-ORIENT ANALYSE

La sale guerre de Nétanyahou, premier ministre impopulaire

Le premier ministre israélien a annoncé le jour de Noël une nouvelle intensification des frappes à Gaza. Après la guerre, il devra répondre de sa responsabilité dans les choix qui viennent d'exposer Israël à un traumatisme historique et la population palestinienne à un carnage barbare.

René Backmann

26 décembre 2023 à 18h52

Benjamin Nétanyahou le sait déjà. Le jour où s'achèvera la guerre de Gaza, ce sera aussi le commencement de la fin de sa carrière politique. Cela arrivera dans quelques semaines, comme le souhaite Washington, ou pas avant « plusieurs mois », comme l'annonce Yoav Gallant, le ministre de la défense israélien.

C'est même, selon ceux qui le connaissent – en dehors des considérations tactiques et opérationnelles, d'ordre strictement militaire – l'une des raisons pour lesquelles le premier ministre israélien n'est pas pressé de voir son pays sortir de l'état de guerre, dans lequel il vit depuis plus de deux mois, pour retrouver un fonctionnement institutionnel et politique normal.

« Ça sera une longue guerre qui n'est pas près de finir », a déclaré Nétanyahou lundi 25 décembre, après s'être rendu à Gaza. Il a annoncé une nouvelle intensification des frappes – incessantes depuis deux jours, suscitant la profonde inquiétude de l'ONU. Selon un dernier bilan du ministère de la santé palestinien, contrôlé par le Hamas, 20 674 personnes ont péri dans les opérations militaires israéliennes, en majorité des femmes, des enfants et des adolescents, et près de 55 000 personnes ont été blessées.

Pour Nétanyahou, la fin des combats signifierait une reprise possible des mobilisations massives de la société civile contre ses projets de réforme « démocratocides » et aussi contre sa gestion désastreuse de la question des otages, surtout si ceux qui sont encore détenus ne sont pas sortis vivants entre-temps de Gaza. Il signifierait aussi un retour probable devant les tribunaux pour y répondre des accusations de corruption, fraude et abus de confiance qui pèsent sur lui depuis plus de cinq ans.

Mais surtout, ce moment sera pour le premier ministre celui où son arsenal de communication cessera de le protéger. Celui de la confrontation avec la vérité. Car, il le sait, il devra s'expliquer devant la commission d'enquête qui ne manquera pas d'être constituée pour examiner les conditions dans lesquelles le Hamas a pu, sous les yeux des services de renseignement israéliens – réputés parmi les meilleurs de la planète –, concevoir, planifier, préparer et perpétrer l'épouvantable tuerie du 7 octobre, plongeant le pays dans l'un des pires traumatismes de son histoire.

Compte tenu de la défiance qui existe depuis des années entre le premier ministre et les magistrats, notamment ceux de la Cour suprême, et de la tradition de confier au président de la Cour la présidence des commissions d'enquête, comme ce fut le cas avec Shimon Agranat en 1973 pour la guerre du Kippour, puis avec Yitzhak Kahane, en 1982, pour le massacre de Sabra et Chatila, à Beyrouth, on imagine que Nétanyahou n'est pas enthousiaste à l'idée de répondre aux questions d'Esther Hayot – ou de celle ou celui qui lui succédera, car elle doit prendre sa retraite et personne n'a encore été officiellement désigné pour occuper sa fonction.

D'autant que la longévité du premier ministre au pouvoir – plus de quinze ans à la tête du gouvernement, soit deux ans de plus que David Ben Gourion –, loin de lui faciliter la tâche, alourdit un peu plus son fardeau, c'est-à-dire ses responsabilités historiques.

La Maison Blanche parle dans le vide

La grande majorité des options stratégiques et des décisions politiques aventureuses qui ont rendu possible l'opération terroriste du Hamas ont été choisies par ses gouvernements. Souvent à son initiative. Il devra notamment indiquer dans quelles conditions et guidé par quelles convictions idéologiques il a décidé, il y a une dizaine d'années, de soutenir activement le Hamas au détriment du Fatah et de l'Autorité palestinienne.

Il devra aussi révéler pour quelles raisons, et avec quelles garanties, il a accepté que le Qatar fournisse, avec l'assentiment de son gouvernement et au rythme de 30 millions de dollars par mois, plusieurs milliards de dollars au Hamas. Dont une partie au moins a été utilisée pour acheter ou produire des armes qui ont tué des Israéliens.

On comprend que face à ces épreuves annoncées et confronté au bilan, atroce pour les Palestiniens, décevant pour l'armée israélienne, des deux premiers mois de guerre contre le Hamas, Nétanyahou ait fait la sourde oreille non seulement aux demandes de cessez-le-feu des Nations unies ou de Paris, mais même aux requêtes de Washington qui souhaite que la guerre « cesse dès que possible », accompagnées de mises en garde de Joe Biden, déplorant qu'Israël « perde ses soutiens internationaux à cause du caractère indiscriminé de ses bombardements, dans lesquels des milliers de civils palestiniens ont été tués ».

Bien que les États-Unis versent chaque année 3,8 milliards de dollars d'aide militaire à Israël, la Maison Blanche a du mal à faire entendre sa voix aux dirigeants israéliens. Au président américain qui demandait au gouvernement israélien d'adopter « d'ici trois semaines des tactiques plus précises et de se concentrer sur les moyens d'épargner les civils », le ministre de la défense, Yoav Gallant, a répondu que la « destruction du Hamas [était] essentielle pour la sécurité de son pays » et que « cette campagne militaire [prendrait] plus de quelques mois ».

Quant à Nétanyahou, il n'a pas été plus réceptif aux suggestions de Jake Sullivan, conseiller pour la sécurité de Joe Biden. Quand celui-ci a invité le premier ministre israélien à impliquer l'Autorité palestinienne pour imaginer « l'après-Hamas » à Gaza, mais aussi à « évoluer », « car on ne peut continuer à dire non à un État palestinien », il a répondu, sans égards superflus : « Je vais être clair : je ne veux pas qu'Israël répète l'erreur d'Oslo. Je ne permettrai pas [...] l'introduction à Gaza de gens qui enseignent le terrorisme, qui soutiennent le terrorisme, qui financent le terrorisme. Gaza ne sera ni un Hamastan, ni un Fatahstan. »

Cette ingratitude à l'égard de leur protecteur historique a récemment conduit Joe Biden à rappeler à « Bibi » que l'opération israélienne à Gaza a déjà consommé des dizaines de milliers de bombes et d'obus made in USA et qu'il lui a fallu utiliser une procédure d'urgence pour contourner les réticences du Congrès et reconstituer les stocks israéliens, en attendant l'approbation incertaine d'un nouveau programme d'aide de 14 milliards de dollars au bénéfice d'Israël. Ce qui, selon le président américain, pourrait poser un problème en cas d'ouverture d'un second front avec le Hezbollah au nord.

Autre signe d'agacement américain : l'administration Biden a décidé de « retarder le transfert » vers Israël de vingt mille fusils d'assaut M-16, car elle redoute qu'ils ne soient distribués par le ministre de la sécurité nationale, le raciste messianique Ben Gvir, aux milices de colons dont il soutient les attaques contre les Palestiniens de Cisjordanie. Attaques dont la multiplication est dénoncée par Washington qui demande, en vain pour le moment, à Nétanyahou d'y mettre un terme.

Entre Nétanyahou et les présidents démocrates, des années de tensions

Avec Barack Obama, les relations ont été, dès le départ et pendant huit ans, désastreuses. Le premier ministre israélien, qui ne supportait pas la volonté du quarante-quatrième président de relancer les négociations avec les Palestiniens, a tout tenté – en vain – pour l'empêcher de conclure

l'accord international sur le nucléaire iranien. Et cela contre l'avis de nombre de responsables de l'armée et des renseignements.

Joe Biden, bien qu'il ait été pendant ses deux mandats le vice-président d'Obama, entretient des relations plutôt amicales avec le chef du Likoud. « J'aime bien Bibi, a-t-il confié à plusieurs de ses collaborateurs, mais je n'aime pas du tout ce qu'il dit. » La loi de juillet 2018 sur « Israël, État-nation du peuple juif », votée à l'initiative de Nétanyahou, serait l'une de ces trouvailles idéologiques que Biden n'a pas aimées. Il est vrai que pour ce démocrate de la côte Est, issu d'une famille catholique irlandaise, colistier du premier président noir des États-Unis, l'adoption par Israël, pays créé pour et par des rescapés du premier génocide de l'histoire, d'une loi constitutionnelle ouvertement raciste, était déroutante. Aussi déroutante sans doute pour ce juriste que le mépris assidu de son ami « Bibi » pour la vérité et le droit, domestique et international, ou que ce rêve messianique d'un « Grand Israël » vidé de sa population arabe, s'étendant « de la Méditerranée au Jourdain » auquel Nétanyahou n'a jamais renoncé.

Pour Biden, aider Israël à punir les responsables du 7 octobre et à dissuader d'autres groupes de les imiter ne se discutait pas. C'est pourquoi son soutien militaire, diplomatique, financier a été massif et immédiat. Mais la nature de la guerre, la doctrine de combat adoptée, son caractère aveugle et dévastateur appellent de la part d'Israël à un changement de stratégie dont la nécessité est pour Washington indiscutable. Ne serait-ce que pour laisser entrer l'aide humanitaire dont les Gazaoui·es, dans le plus profond désarroi et aujourd'hui en proie à la famine, ont un besoin vital.

Comme le montre une étude du sociologue Yagil Levy, spécialiste des questions militaires à l'Open University d'Israël, l'armée israélienne a décidé, pour accroître sa puissance de destruction face au Hamas, de renoncer à la distinction entre civils et combattants lors de ses frappes. La proportion de civils tués a atteint 61 % dans la bande de Gaza, alors qu'elle n'avait jamais dépassé 42 % dans les quatre opérations étudiées depuis 2012.

Ce n'est donc pas seulement pour ménager l'électorat démocrate favorable à la cause des Palestiniens, ou parce que 153 membres de l'ONU sur 193 (avec 10 votes contre, dont celui des États-Unis) ont réclamé le 12 décembre un cessez-le-feu, que Joe Biden a décidé d'augmenter la pression sur Nétanyahou. Sans donner pour autant des armes à Trump, et aux partisans fanatiques d'Israël, un an avant le scrutin présidentiel, ce qui ne facilite pas son entreprise.

Dans les prochaines semaines, aux « opérations à haute intensité » (actuelles) devraient succéder des raids ciblés, des frappes aériennes de précision, voire des exécutions individuelles de responsables du Hamas. C'est en tout cas le contenu du message communiqué lors de sa dernière escale à Tel-Aviv par le secrétaire à la défense américain, Lloyd Austin, à ses hôtes israéliens. « Protéger les civils palestiniens à Gaza est à la fois un devoir moral et un impératif stratégique », a-t-il plaidé.

Paris, Berlin et Londres ont réclamé, de leur côté, un cessez-le-feu stable. Pour la phase suivante – l'après-guerre –, Biden entend, sur les conseils du département d'État, ménager les alliés arabes de Washington et exploiter le retour du dossier palestinien sur la scène diplomatique internationale, après le séisme du 7 octobre pour réamorcer le dialogue israélo-palestinien, rejeté par Nétanyahou.

Des suprémacistes comme derniers alliés

Ce n'est pas un secret : le « parapluie stratégique » américain assure avec l'inavouable mais bien réelle arme nucléaire dont dispose Israël, le dispositif de dissuasion qui protège le pays. Nétanyahou peut-il, pour préserver cette « assurance-vie » nationale, accepter, au moins en paroles, les requêtes de Washington ? La Maison Blanche paraît en douter. Et la figure de « héros national » capable de résister même à Washington pour empêcher la naissance d'un État palestinien que dessinent depuis

des années ses communicants accrédi- tés ces doutes. « Nétanyahou est un partenaire exceptionnellement difficile », a confirmé la semaine dernière un confident de Biden à CBS.

« En fait, les buts de guerre ont été inversés, constate Alon Pinkas, ancien diplomate israélien aux États-Unis et ex-conseiller politique de Shimon Peres et Ehud Barak, devenu analyste diplomatique. À l'origine, l'objectif était de détruire le Hamas militairement, tout en admettant qu'il pourrait conserver un pouvoir politique résiduel. Aujourd'hui, le Hamas est toujours militairement actif, quoique affaibli, mais son aptitude à gouverner est désormais inexistante. Ce qui laisse un vide qu'Israël affirme ne pas vouloir occuper, tout en refusant que l'Autorité palestinienne s'y installe, comme le proposait Washington. La guerre va encore évoluer, poursuit Pinkas. Mais Biden sait désormais que Nétanyahou n'est pas un partenaire digne de confiance pour l'après-guerre à Gaza. »

C'est aussi l'avis de l'ancien rival du chef du Likoud, l'ex-général, alors travailliste, Ehud Barak, qui lui a succédé à la tête du gouvernement en 1999, après son premier passage au pouvoir. Dans une tribune parue fin novembre à Haaretz, il se demandait si « Nétanyahou [était] capable de diriger Israël pendant cette guerre », avant de conclure, au terme d'une démonstration documentée assez cruelle qu'il n'en était pas capable, et qu'« il devrait quitter ses fonctions avant que les conséquences de ses faiblesses deviennent irréversibles ». Ce jugement est aujourd'hui largement partagé et soutenu par l'opinion publique. Un an après son retour au pouvoir, sa popularité et celle de son parti sont aujourd'hui au plus bas.

La popularité de Benyamin Nétanyahou risque d'atteindre des profondeurs inexplorées si une commission d'enquête indépendante voit le jour.

Tamir Idan, chef du conseil régional de Sdot Negev, frontalier de la bande de Gaza, a déchiré sa carte du Likoud en direct à la télévision. Si des élections avaient lieu demain, le Likoud s'effondrerait, passant de 39 à 17 députés (sur 120) à la Knesset et la coalition au pouvoir volerait en éclats. « Jamais depuis que nous avons commencé en 2003 à évaluer la confiance que les citoyens placent dans le gouvernement, constate une étude d'Israel Democracy Institute, un centre de recherches politiques indépendant, nous n'avons obtenu un chiffre aussi bas : 18 %. »

Dans ce contexte, les suprémacistes juifs Ben Gvir et Smotrich demeurent ses derniers alliés. Pour l'heure. Car eux aussi ont manifesté la semaine dernière quelques réserves. Ils ont dénoncé comme une concession laxiste la décision de Nétanyahou de laisser entrer chaque jour dans l'enclave deux camions-citernes de carburant... pour 2,3 millions d'habitants.

Le rejet massif du premier ministre par ses concitoyens, on le devine, a des explications diverses. À côté de ceux qui ont manifesté chaque week-end, pendant des mois, contre un premier ministre délinquant qui cherchait à domestiquer la justice dans un régime « illibéral » pour ne pas avoir à l'affronter, il y a désormais aussi aujourd'hui, les parents, amis et soutiens des quelque 130 ou 140 otages encore détenus à Gaza. Ce sont parfois les mêmes.

Le pays est petit, et sa population (9,7 millions, dont 6,84 millions de juifs et 2 millions de Palestiniens-Israéliens) assez modeste pour que chacun connaisse les noms et les visages de ceux que le malheur a frappés. Et se sente solidaire de l'inquiétude et du combat de leurs proches. Pour ces Israéliens-là, Nétanyahou a eu – et conserve – une attitude inacceptable face à la question des otages.

D'abord en négligeant délibérément les demandes des familles, qui voulaient le rencontrer pour connaître les consignes données à l'armée et l'informer de leurs attentes. La première délégation de proches des captifs n'a été reçue, brièvement, par le premier ministre, qu'après un mois et demi d'attente angoissée. Ensuite, en ne tenant pas la sécurité et la libération des otages pour une priorité absolue des opérations militaires.

Ce qui a été confirmé, trois semaines plus tard, lors de « l'incident » de Chadjaya, un quartier périphérique à l'est de la ville de Gaza, où trois jeunes otages israéliens qui avaient échappé à leurs geôliers et s'avançaient vers une position israélienne ont été tués par un soldat qui les a pris pour des combattants palestiniens. Pourtant, ils agitaient un drapeau blanc improvisé et criaient – en hébreu – « Au secours, nous sommes des otages ! ». Mais la consigne, semble-t-il, était de ne prendre aucun risque.

Les manifestations qui ont paralysé ces dernières semaines le centre de Tel-Aviv et perturbé l'intervention de Nétanyahou à la Knesset semblent indiquer que les familles admettent de moins en moins l'attitude du gouvernement sur ce point. Et la popularité du premier ministre – ou plutôt, désormais, sa tolérance par une société civile désemparée et malmenée – risque d'atteindre des profondeurs inexplorées si une commission d'enquête indépendante sur le carnage du 7 octobre voit le jour. Car elle pourrait démontrer que le politicien corrompu, avide d'argent, d'honneurs et de pouvoir révélé par ses dossiers judiciaires est aussi un aventurier capable de sacrifier la sécurité et le destin de son peuple à un dessein idéologique. Et à une ambition personnelle.

Nétanyahou, mauvais architecte

On sait en effet aujourd'hui que, tout en cogérant le conflit israélo-palestinien avec le Hamas pour ne pas avoir à le résoudre, Nétanyahou avait fait construire, sur la frontière de l'enclave, un ruineux « mur-barrière » en partie souterrain de 65 kilomètres, composé de 140 000 tonnes de béton et d'acier. Jalonné de tours de surveillance équipées de caméras et de radars anti-intrusion, ce dispositif comportait aussi des mitrailleuses automatiques qui se déclenchaient dès qu'un « écho » était détecté dans la « zone interdite » de 300 mètres, instaurée le long de la barrière. Ce dispositif, qui en disait long sur la confiance de Nétanyahou dans ses partenaires du Hamas, était destiné à empêcher toute infiltration de terroristes en territoire israélien.

L'attaque du 7 octobre – 1 200 morts israéliens et près de 250 otages enlevés et emmenés à Gaza par les combattants islamistes – a démontré la vulnérabilité de cette « bordure protectrice » que les attaquants ont enfoncée avec des bulldozers, après avoir « aveuglé » caméras et radars et détruit les mitrailleuses avec des grenades ou des charges explosives larguées par des drones.

On sait aussi, par les témoignages de soldats – et surtout de soldates, très nombreuses dans les équipes de surveillance de l'unité de cyberguerre 8200, chargées d'observer, lire et écouter ce qui se passait à Gaza –, que des messages d'alerte ont été transmis à l'état-major avant l'attaque du 7 octobre sans être pris en compte, voire en étant dénigrés par « l'échelon politique ». On sait aussi que les ballons d'observation, utilisés pour surveiller l'enclave, étaient en panne depuis des semaines et que les demandes de réparation étaient restées sans réponse...

L'architecte de cet ensemble sécuritaire étant Nétanyahou, qui n'a pas l'habitude d'admettre ses erreurs, les militaires sont devenus les boucs émissaires du premier ministre. Discipliné et respectueux de la hiérarchie, des pouvoirs, l'état-major mène pour l'instant sans protester une sale guerre dont les objectifs politiques, le calendrier et la méthode de conduite n'ont toujours pas été clairement définis par le gouvernement.

Combien de temps encore la société civile israélienne, qui a déjà démontré sa capacité de mobilisation et d'indignation, va-t-elle accepter d'être dirigée par un politicien dont les discours ont contribué à provoquer, il y a trente ans, l'assassinat d'un premier ministre et dont les choix politiques et stratégiques irresponsables viennent d'exposer Israël à l'un des pires traumatismes de son histoire et la population de la bande de Gaza à un carnage barbare ?

René Backmann